

au mois d'août 73, les Lips ont retiré des pièces (rares ou essentielles) à certaines machines, rendant ainsi impossible leur utilisation éventuelle par des jaunes ; ailleurs, les grévistes ont mis les machines les plus fragiles devant les portes, obligeant le patron, s'il veut faire rentrer les flics, à prendre la responsabilité de casser l'outil de travail

mais la lutte contre l'entrée des flics dans une usine, c'est l'affaire de tous les travailleurs, de tous les militants de la région : dépôts de préavis de grève en cas d'intervention policière (comme Rhodiaceta pour Lip à Besançon, comme l'avait fait aussi un atelier de Lang pour Larousse), envoi de piquets mobiles pour renforcer la protection de l'usine (comme l'usine Chaousson de Reims l'avait fait pour Citroën), mobilisation massive des organisations et des associations du quartier, des lycéens et des étudiants (comme au Foyer Losserand à Paris).

Nous devons faire savoir à la police qu'elle ne rentrera pas sans mal dans les entreprises !

Plus un flic dans les usines !

Contre les bandes armées du capital, organisons l'autodéfense qui prépare dans les combats d'aujourd'hui les milices ouvrières de demain !

Mais quand ils n'utilisent pas la police, les patrons envoient des commandos contre les grévistes : la CFT à Peugeot St Etienne, les CDR à la Sécurité Sociale de Montpellier, les jaunes et le maitrise de choc à Dynamic... Les bandes parallèles et les nervis appointés n'hésitent pas à tuer : Pierre Overney, militant maoïste, est mort assassiné devant Renault ; Michel Labroche, militant du PCF, a lui aussi été tué.

Les principales organisations ouvrières ne doivent pas rester les bras croisés. Il faut exiger la dissolution des bandes fascistes, l'interdiction de leurs meetings. Mais nous connaissons la complicité du pouvoir avec ces bandes parallèles. Nous devons les empêcher d'agir nous-mêmes en contre-manifestant violemment s'il le faut, comme l'avait fait la Ligue Communiste le 21 juin contre le meeting d'Ordre Nouveau et comme l'avaient annoncé le PCF, le PS, la CGT et la CFDT contre le meeting fasciste de soutien à la junte chilienne du 19 décembre, que le pouvoir fut obligé d'interdire.

Face aux attaques fascistes, pas de division ! Pas d'exclusives !

Il faut réaliser un pacte d'auto-défense de toutes les organisations ouvrières de gauche et d'extrême-gauche, syndicales et politiques, pour protéger les militants et leurs locaux contre les agressions.